

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Acheteur :

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy –
Montreuil (93) Adresse postale : TSA 20002 - 93555
Montreuil Cedex

Objet de l'accord-cadre

Prestations de mise à disposition de personnels intérimaires

Etabli conformément aux dispositions du code de la commande publique

Consultation selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en
application des articles L.2120-1-3, L.2124-1, 2124-2, R.2124-2-1 et R.2161-2 à
R.2161-5
du code de la commande publique en vigueur

Date limite de remise des offres : **18/11/2024 avant 12h00**

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 – Objet de l'accord-cadre	3
ARTICLE 2 – Parties contractantes.....	3
ARTICLE 3 – Documents contractuels	4
ARTICLE 4 – Procédure de passation de l'accord-cadre	4
ARTICLE 5 – Durée de l'accord-cadre	5
ARTICLE 6 – Lieu d'exécution des prestations.....	5
ARTICLE 7 – Description des prestations.....	6
ARTICLE 8 – Modalités d'exécution des commandes.....	7
ARTICLE 9 – Suivi des prestations	8
ARTICLE 10 – Procédure de mise à disposition des intérimaires	8
ARTICLE 11 – Prix	9
ARTICLE 12 – Obligations générales des parties.....	11
12.1 Obligations du titulaire	11
12.2 Obligations du pouvoir adjudicateur	12
ARTICLE 13 – Confidentialité.....	13
ARTICLE 14 – Élection de domicile	13
ARTICLE 15 – Modalités de paiement.....	13
15.1 Facturation	13
ARTICLE 16– Pénalités.....	14
16.1 Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant.....	14
16.2 Application des pénalités	14
ARTICLE 17– Cession et nantissement de créances.....	14
ARTICLE 18– Assurance	15
ARTICLE 19– Garanties financières et défaillance du titulaire	15
ARTICLE 20– Résiliation de l'accord-cadre.....	16
20.1 Dispositions générales.....	16
20.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
20.3 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre	16
20.4 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre.....	16
20.5 Résiliation pour faute du titulaire	17
ARTICLE 21– Différends et litiges.....	17

PREAMBULE

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public administratif qui exerce ses missions pour le compte de l'État, en lien avec le ministère chargé de l'agriculture.

Ces missions consistent principalement à favoriser la concertation au sein des filières de l'agriculture et de la mer, à assurer la connaissance et l'organisation des marchés, ainsi qu'à gérer des aides publiques nationales et européennes.

La réalisation de ces missions peut conduire l'établissement à avoir recours à du personnel intérimaire en cas d'absence momentanée d'un agent, de vacance temporaire d'un emploi, d'accroissement temporaire d'activité, notamment pour gérer des dispositifs d'aides temporaires.

En application de l'article L. 1251-60 du code du travail, les personnes morales de droit public peuvent faire appel aux salariés des entreprises de travail temporaire.

Ce personnel temporaire s'intégrera au sein d'une communauté de travail composée de fonctionnaires, d'agents titulaires d'un statut spécifique de droit public, et de contractuels de droit public régis par les dispositions applicables à l'Etat et à ses établissements publics nationaux.

Cette communauté regroupe environ 600 agents au siège de Montreuil et 400 répartis en une dizaine de sites régionaux sur tout le territoire français.

ARTICLE 1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne la mise à disposition de personnels intérimaires.

ARTICLE 2 – Parties contractantes

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont les suivantes :

- ☐ Pouvoir adjudicateur : FranceAgriMer, Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer dont la Directrice Générale est la représentante légale. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable de FranceAgriMer.
- ☐ Le prestataire qui aura conclu l'accord-cadre avec le pouvoir adjudicateur ; désigné dans le présent document sous la dénomination 'titulaire'.
Il est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :
 - aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 3 / 19
---	--	-----------------	----------------

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
 - à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
 - à son adresse ou à son siège social ;
 - aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Relations entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché :

Le pouvoir adjudicateur fait connaître au titulaire la ou les personnes physiques, qui seront les représentants qualifiés et les interlocuteurs privilégiés du titulaire pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire devra désigner les personnes physiques qui seront les interlocuteurs principaux du pouvoir adjudicateur.

La «notification» est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tout moyen (y compris dématérialisé). En tout état de cause le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

ARTICLE 3 – Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé et son bordereau des prix unitaires (BPU),
- le présent cahier des clauses particulières,
- les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-dessus.

L'exemplaire des pièces susvisées conservé par le pouvoir adjudicateur fera foi en cas de litige.

ARTICLE 4 – Procédure de passation de l'accord-cadre

La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert conformément à l'article L. 2124-2, R. 2124-2 du code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Le marché n'est pas alloti, les prestations formant un tout indissociable.

 FranceAgriMer	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 4 / 19
--	--	-----------------	----------------

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre. Il est exécuté par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre qui ne prévoit pas de minimum, en application du 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, dans la mesure où le besoin sera fonction des charges de travail constatées en cours d'exécution du présent accord-cadre.

Il prévoit un maximum de 3 500 000 € HT par an

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire à bon de commande.

ARTICLE 5 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Il est conclu pour une durée ferme de 12 mois reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il en informera le titulaire par décision expresse dans un délai de 6 mois précédant la date d'échéance de la période en cours.

La durée totale des accords-cadres ne pourra être supérieure à 4 ans.

Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

Il n'est accordé aucune indemnité au titulaire au titre de la non-reconduction du présent accord-cadre.

ARTICLE 6 – Lieu d'exécution des prestations

Le titulaire devra mettre à disposition du pouvoir adjudicateur du personnel intérimaire en France métropolitaine soit :

- ☐ au siège de FranceAgriMer, actuellement situé au 12 rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93),
- ☐ et dans la délégation nationale de Libourne (33), actuellement située au 17 avenue de la Ballastière.

L'exécution du marché se poursuivra sans modification en cas de déménagement d'un site au sein d'une même région.

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 5 / 19
---	--	------------------------	-----------------------

ARTICLE 7 – Description des prestations

7.1 Contenu de la prestation

Les prestations demandées dans le périmètre du présent accord-cadre concernent la mise à disposition de personnels intérimaires y compris la recherche de candidats, la gestion et le suivi des contrats durant toute la mission.

Les missions porteront principalement sur les tâches décrites ci-après, étant précisé qu'une journée de travail comprend sept heures travaillées (scindées en deux demi-journées par une pause méridienne non incluse dans les sept heures) :

Emploi type	Objectif de la mission - domaines d'intervention	Profil
Gestionnaire d'aides	Dans le cadre des dispositifs d'aides nationaux ou européens relatifs à l'agriculture, à la pêche ou à l'alimentation, gère les dossiers de demande d'aides déposés par les professionnels, de la phase d'instruction jusqu'à leur mise en paiement.	Cf. fiche d'emploi 1
Gestionnaire superviseur d'aides	Dans le cadre des dispositifs d'aides nationaux ou européens relatifs à l'agriculture, à la pêche ou à l'alimentation, gère les dossiers de demande d'aides déposés par les professionnels, de la phase d'instruction jusqu'à leur mise en paiement. En tant que superviseur, organise et participe au contrôle des dossiers instruits par les gestionnaires du service.	Cf. fiche d'emploi 2
Encadrant superviseur d'aides	Dans le cadre des dispositifs d'aides nationaux ou européens relatifs à l'agriculture, à la pêche ou à l'alimentation, gère une équipe d'au moins 4-5 gestionnaires de dossiers de demande d'aides déposés par les professionnels, de la phase d'instruction jusqu'à leur mise en paiement. Il organise les tâches, supervise et participe aux contrôles instruits par les gestionnaires du service.	Cf. fiche d'emploi 3
Chargé d'études aides	Il/elle contribue à la mise en œuvre d'appels à projets relatifs à l'agriculture, à la pêche ou à l'alimentation et/ou appuie les équipes en place sur les procédures de gestion, leur simplification et le traitement de mesures ou de dossiers complexes.	Cf. fiche d'emploi 4

Les personnels intérimaires sélectionnés pour travailler à FranceAgriMer doivent respecter les mêmes obligations que les fonctionnaires et sont soumis aux mêmes règles que les agents de l'établissement, sauf en cas de disposition contraire dans le code du travail ou de stipulation contraire dans le présent CCP.

7.2 Exécution de la prestation

Pour chaque mise à disposition d'un personnel intérimaire qui débute, le titulaire doit établir, par écrit et en deux exemplaires, un contrat de mise à disposition signé par lui. Ce contrat, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur en la matière, devra être fourni à FranceAgriMer en temps utile afin d'être signé par ce dernier au plus tard le jour de la mise à disposition du personnel intérimaire.

Si FranceAgriMer n'a pas à connaître son contenu, il est rappelé que le titulaire doit signer un contrat de travail temporaire avec le personnel intérimaire.

Le titulaire doit impérativement vérifier que son employé est autorisé à exercer les fonctions professionnelles qu'il est envisagé de lui confier, notamment qu'il a le droit de travailler en France. De même, pour tout recrutement d'un nouvel agent intérimaire, le titulaire doit vérifier que le candidat est bien titulaire des diplômes requis : baccalauréat obtenu ou équivalent pour les fiches emplois 1 et 2, bac+3 obtenu ou équivalent pour les fiches emplois 3 et 4.

Au cours de la période d'essai ou en cas de faute grave de l'agent intérimaire mis à disposition, FranceAgriMer peut rompre le contrat de mise à disposition ; le titulaire devra alors lui proposer un autre intérimaire en respectant le même délai que celui qui est défini à l'article 10 ci-après.

La durée de la période d'essai, durant laquelle FranceAgriMer évalue le salarié et peut rompre le contrat de mise à disposition sans être obligé d'en préciser le motif, correspond à la durée maximale prévue par l'article L. 1251-14 du code du travail : deux jours ouvrés pour une mission d'une durée inférieure ou égale à un mois, trois jours ouvrés pour une mission d'une durée supérieure à un mois et inférieure ou égale à deux mois, et cinq jours ouvrés pour une mission d'une durée supérieure à deux mois.

ARTICLE 8 – Modalités d'exécution des commandes

Dans les meilleurs délais, le service d'appui au pilotage de FranceAgriMer transmet au titulaire la liste des personnes ayant qualité pour suivre l'exécution du marché au sein de FranceAgriMer. Toute modification de cette liste en cours d'exécution de l'accord-cadre est notifiée au titulaire du marché dans les meilleurs délais.

Le service d'appui au pilotage de FranceAgriMer émettra les bons de commande, sauf

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 7 / 19
---	--	-----------------	----------------

changement d'organisation.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la date de notification de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne peut être émis postérieurement à la date de fin de l'accord-cadre ; l'exécution d'un bon de commande ne peut se prolonger au-delà du terme du marché.

Chaque bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur comporte au minimum les mentions suivantes :

- l'identification de l'accord-cadre (numéro et objet),
- l'identification du titulaire,
- la date d'émission du bon de commande,
- le nombre de personnels intérimaires devant être mis à disposition et l'identification du ou des profils associés.

ARTICLE 9 – Suivi des prestations

Sur demande du pouvoir adjudicateur, pour tout ou partie de la durée de l'accord-cadre, le titulaire fournira la liste exhaustive (classée par dispositif) des agents intérimaires, de leurs dates de missions, des heures facturées pour chaque année civile, du coût HT et TTC correspondant, et de leur nombre d'enfants éligibles au supplément familial de traitement.

ARTICLE 10 – Procédure de mise à disposition des intérimaires

La mise à disposition des agents intérimaires s'effectue de la façon suivante :

Dans les trois jours ouvrés pleins suivant la date de notification du bon de commande, le titulaire de l'accord-cadre doit pour chaque emploi-type objet de la commande proposer au moins deux fois plus de CV que le nombre de postes à pourvoir. Chaque CV doit être accompagné des éléments d'analyse du titulaire démontrant l'adéquation de l'intérimaire à la mission.

FranceAgriMer peut alors accepter ou non chaque CV proposé.

Dans les six jours ouvrés pleins suivant l'acceptation du CV par FranceAgriMer, le titulaire reçoit en entretien de recrutement chaque candidat dont le CV a été accepté par FranceAgriMer, puis, après l'entretien, propose à FranceAgriMer, pour chaque emploi-type un nombre de candidats, validés par le titulaire, au moins égal au nombre de postes à pourvoir. Le titulaire garantit la disponibilité des candidats validés, sous réserve que, dans les trois jours ouvrés pleins suivant la validation par le titulaire, FranceAgriMer réponde si oui ou non il valide définitivement les candidatures. FranceAgriMer organise un entretien avec les candidats encadrants avant de valider définitivement leur candidature, et peut également décider de le faire pour les autres

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 8 / 19
---	--	------------------------	-----------------------

fiches emplois.

Tout dépassement répété des délais ci-dessus du fait du titulaire pourra conduire à la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.

Au plus tard une semaine après le début de la mission, le titulaire transmet à FranceAgriMer un accusé de réception de la Charte de déontologie de FranceAgriMer et un engagement signé par l'agent intérimaire, par lequel ce dernier reconnaît être informé qu'aucune journée de télétravail ni aucune journée de congé ne peut être autorisée sans l'accord écrit et préalable d'un supérieur hiérarchique au sein de FranceAgriMer, et s'engage à restituer l'intégralité du matériel confié par FranceAgriMer au plus tard le dernier jour de sa mission, quel que soit le motif de fin de mission. Les modèles correspondants (AR et engagement cités dans le présent article) seront transmis par FranceAgriMer au titulaire, après échange éventuel avec ce dernier.

Au plus tard deux semaines avant la fin du contrat de mise à disposition d'un agent intérimaire, le titulaire informe FranceAgriMer des dates juridiquement envisageables dans le cadre de la souplesse, d'un renouvellement ou d'une nouvelle mission.

Au plus tard une semaine avant la fin de la mission, le titulaire rappelle à l'agent intérimaire l'obligation de restituer l'intégralité du matériel confié par FranceAgriMer au plus tard le dernier jour de la mission.

La durée hebdomadaire de travail de chaque agent intérimaire est de 35 heures, du lundi au vendredi.

Chaque agent intérimaire a accès au restaurant administratif, accessible aux agents de FranceAgriMer, dans les mêmes conditions que ces derniers.

Aucune indemnité n'est due au titulaire si, au moins cinq mois après le début de sa première mission, FranceAgriMer recrute un ancien agent intérimaire.


ARTICLE 11 – Prix

- Contenu des prix :

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le prix est unitaire : la rémunération du titulaire est obtenue en appliquant le coefficient qu'il propose dans le BPU de l'accord-cadre au prix horaires mentionnés dans le BPU.

Il est précisé que le personnel intérimaire est rémunéré sur la base du traitement des personnels contractuels du pouvoir adjudicateur occupant des postes similaires, traitement dont le nouveau montant est communiqué par FranceAgriMer au titulaire chaque fois qu'il évolue (par exemple du fait d'une évolution du point d'indice de la Fonction publique ou d'une redéfinition

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 9 / 19
---	--	------------------------	-----------------------

des grilles de FranceAgriMer).

Dans les mêmes conditions que pour les agents publics, le traitement peut inclure une indemnité de résidence, et un supplément familial de traitement, sous réserve que le titulaire dispose de tous les documents prouvant l'éligibilité au supplément familial de traitement. La liste des documents prouvant l'éligibilité au supplément familial de traitement est susceptible d'évoluer et sera, lors de l'émission du premier bon de commande puis lors de chaque évolution, communiquée par FranceAgriMer au titulaire.

Le traitement n'inclut pas d'autre composante, notamment pas de part variable.

Les coefficients multiplicateurs proposés par le titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services faisant l'objet du présent accord-cadre, l'ensemble des frais y afférents ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les coefficients sont établis en tenant compte notamment :


- de l'ensemble des taxes et frais engagés pour couvrir l'intégralité des prestations et notamment les frais de recherche, de recrutement et de mise à disposition, les frais de dossier et de suivi, de facturation, le salaire brut du personnel intérimaire, ses congés payés et RTT, les indemnités à verser en fin de mission, les cotisations patronales, les frais pour la visite médicale d'aptitude,
- des marges pour risques et des marges bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant, mais également de tout frais ou indemnité éventuelle afférente à une défaillance des uns ou des autres.

En cas de déplacement exceptionnel des personnels intérimaires hors de leur résidence administrative vers une autre région (par exemple un agent affecté à Montreuil qui doit suivre une formation en présentiel à Libourne ou vice-versa), leurs frais de missions (hébergement, restauration) seront remboursés au titulaire suivant la tarification et les règles applicables au pouvoir adjudicateur.

Aucun autre remboursement de frais ne pourra être demandé à FranceAgriMer (qu'il s'agisse par exemple de frais liés au trajet domicile-travail, en dehors de l'hypothèse d'un déplacement exceptionnel vers une région distincte de la région dans laquelle l'agent est affecté, ou de frais liés au télétravail).

Les agents intérimaires ne doivent effectuer aucune heure supplémentaire. Aucune heure supplémentaire ne pourra être facturée à FranceAgriMer.

Si le jour ouvré précédant un jour férié et le jour ouvré suivant ce même jour férié sont tous deux inclus dans la période de la mission, la journée fériée correspondante sera facturée à FranceAgriMer dans les mêmes conditions qu'une journée travaillée. En revanche, les jours de congés payés ou de RTT ou les arrêts maladies ne doivent pas être facturés à FranceAgriMer.

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 10 / 19
---	--	-----------------	-----------------

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur.

- **Actualisation des prix :**

Les coefficients de délégation sont fermes et actualisables selon la formule d'actualisation des prix suivante uniquement si le délai entre la date limite de remise des offres et le début d'exécution est supérieur à trois mois:

$$P_a = P_0 \times \left(\frac{I_{m-3}}{I_0} \right)$$

P_a : Prix actualisé

P_0 : Prix initial du contrat

I_0 : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix (date limite de remise des offres)

I_{m-3} : Valeur de l'index de référence trois mois avant la date de début d'exécution du marché

Indice INSEE retenu :

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 | Insee – Identifiant 001565192

ARTICLE 12 – Obligations générales des parties

12.1 Obligations du titulaire

12.1.1 Co-traitance

Les règles relatives à la co-traitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique.

12.1.2 Sous-traitance

Les règles relatives au recours à la sous-traitance sont fixées par le code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter – partiellement – l'exécution des prestations du présent accord-cadre qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Après le dépôt de l'offre, le dossier du sous-traitant doit être remis au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

 FranceAgriMer	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 11 / 19
--	--	-----------------	-----------------

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable de l'exécution des prestations sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont considérées comme des défaillances du titulaire. Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

12.1.3 Respect de la réglementation

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables au recours à l'intérim d'une manière générale et plus spécifiquement au recours à l'intérim dans la fonction publique. Il devra exécuter sa mission dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail. Le titulaire se conformera également aux règles et usages de la profession.

Il s'assure également préalablement à la mise à disposition des intérimaires que ceux-ci ont effectués après du médecin du travail qu'il aura désigné, un examen médical d'embauche pour rechercher si le salarié est médicalement apte à l'emploi qu'il occupera au sein de FranceAgriMer.

Au début de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à sa date de fin, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. A défaut de remise spontanée de ces documents ou de la communication d'un lien permettant leur téléchargement à titre gratuit par le pouvoir adjudicateur, le titulaire sera mis en demeure de s'exécuter dans un délai maximum de 30 jours calendaires.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L. 8222-6 du code du travail, un agent de contrôle informe le pouvoir adjudicateur de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, celui-ci enjoint le titulaire de faire cesser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'il a régularisé sa situation. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités.

12.1.4 Autres

Le titulaire est tenu d'assurer une stabilité et un niveau de compétences du personnel mis à disposition du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

12.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur fournira au titulaire, pour la réalisation des missions qui lui sont confiées, toutes les informations et documents qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à permettre la réalisation des prestations dans les meilleures conditions.

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 12 / 19
---	--	-----------------	-----------------

ARTICLE 13 – Confidentialité

Les informations, documents ou éléments communiqués dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre ont un caractère confidentiel. Aussi, les parties contractantes sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels ainsi que les agents intérimaires des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants et les agents intérimaires.

En outre, le titulaire doit respecter l'annexe au présent CCP relative aux données protégées par la loi française et/ou par le droit de l'Union européenne.

ARTICLE 14 – Élection de domicile

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché aurait son domicile ou le siège social de son entreprise à l'étranger, il serait tenu de faire élection de domicile en France, en désignant la personne chargée de l'y représenter pour recevoir toutes correspondances et notifications.

ARTICLE 15 – Modalités de paiement

15.1 Facturation

Les prestations seront réglées mensuellement à terme échu à réception de la facture.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre transmet sa facture sous forme électronique via chorus <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Sans préjudice des mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale, la facture doit comporter outre les éléments mentionnés à l'article D2192-2 du code de la commande publique :

- l'identification du marché et du bon de commande,
- le n° SIRET identifiant FranceAgriMer 130 006 364 00017 ;
- le numéro d'engagement juridique et le code service transmis par FranceAgriMer sur le bon de commande.

Les frais de mission en cas de déplacement exceptionnel des agents intérimaires hors de leur résidence administrative (déplacement ponctuel à la demande de FranceAgriMer dans une autre région) sont obligatoirement accompagnés des justificatifs nécessaires. Les autres frais annexes demeurent à la charge du titulaire.

L'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement doivent être facturés exclusivement pour la période couverte par la facture. Par exemple, si la facture porte sur deux semaines, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement doivent être facturés seulement pour deux semaines.

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 13 / 19
---	--	-----------------	-----------------

ARTICLE 16– Pénalités

16.1 Pénalités de retard

En cas de dépassement de l'un des délais prévus à l'article 10, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ par jour ouvré de retard et par agent intérimaire ou CV concerné.

Pour l'application de ces stipulations, la fourniture d'un CV ne correspondant pas à l'un des profils-types définis par le titulaire dans son offre est assimilée à une absence de fourniture du CV.

16.2 Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le titulaire est tenu de faire agréer les sous-traitants. S'il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100€ par jour calendaire.

16.3 Application des pénalités

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont réputées être imputables au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

Toutes les pénalités sont forfaitaires, cumulables et non révisables. Elles ne sont pas soumises à la TVA.

Elles sont appliquées après mise en demeure par simple constat de la défaillance par le pouvoir adjudicateur.

Mis en demeure, le titulaire pourra proposer des mesures correctives pour éviter les préjudices générés par ses manquements. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renoncer en tout ou partie à l'application des pénalités correspondantes au vu notamment du résultat de la mesure considérée.

ARTICLE 17– Cession et nantissement de créances

Le présent accord-cadre peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions du code de la commande publique. La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 du code de la commande publique et le comptable chargé du paiement sont désignés dans l'acte d'engagement.

 FranceAgriMer	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 14 / 19
--	--	-----------------	-----------------

ARTICLE 18– Assurance

Préalablement à la notification, le titulaire du présent accord-cadre doit justifier qu'il est couvert par une police d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur pour les dommages causés au cours de l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Il remet, à ce titre, préalablement à la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance valide couvrant la hauteur du marché qui lui a été attribuée.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences pécuniaires de sa **responsabilité civile**. Ainsi, le titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du marché, de produire cette attestation sur demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification (ex. : date de validité) de son contrat d'assurance.

ARTICLE 19 – Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Ajout de prestations supplémentaires en lien avec l'objet du marché.
- Ajout d'une fiche emploi supplémentaire en lien avec l'objet du marché- Déménagement dans la même région
- Augmentation du montant maximum du marché

ARTICLE 20 – Garanties financières et défaillance du titulaire

Au plus tard 5 jours ouvrés après la notification du présent accord-cadre, le titulaire doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur conformément à l'article L.1251-49 du code du travail d'une garantie financière destinée à assurer en cas de défaillance de sa part, le paiement des salaires, des indemnités et des charges sociales. Cette garantie financière ne peut résulter que d'un engagement de caution pris par un organisme financier dûment habilité, qu'il s'agisse d'une société de caution mutuelle, un organisme de garantie collective, une compagnie d'assurance, une banque ou un établissement financier habilité à donner caution. Elle est calculée en pourcentage du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise intéressée ; elle ne peut être inférieure à un minimum fixé annuellement par décret, compte tenu de l'évolution moyenne des salaires.

 FranceAgriMer	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 15 / 19
--	--	-----------------	-----------------

En outre, conformément à l'article L.1251-51 du code du travail, le titulaire fournira à FranceAgriMer, sur sa demande, une attestation des organismes de sécurité sociale précisant sa situation au regard du recouvrement des cotisations dues à ces organismes.

ARTICLE 21– Résiliation de l'accord-cadre

La résiliation du présent accord-cadre intervient dans les conditions décrites ci-dessous.

21.1 Dispositions générales

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes à l'accord-cadre ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que le pouvoir adjudicateur a proposé.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre.

21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut, en l'absence de toute faute du titulaire, et à tout moment mettre fin au présent accord-cadre avant son achèvement pour motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation du fait du préjudice qu'il subit du fait de la décision de résiliation. A cet effet, il incombe au titulaire de présenter au pouvoir adjudicateur une demande écrite accompagnée de toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnisation, au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

21.3 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes conviendront d'une indemnité.

Dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le présent accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre.

21.4 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci dans le cas de circonstances particulières :

21.4.1 décès ou incapacité civile du titulaire. Si elle est prononcée, la résiliation prend effet à la date du décès du titulaire ou de son incapacité civile,

21.4.2 redressement judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 16 / 19
---	--	-----------------	-----------------

les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement,

21.4.3 liquidation judiciaire, si après mise en demeure du liquidateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation si elle est prononcée prend effet à la date de l'événement,

21.4.4 incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre pas droit à une indemnité.

21.5 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le présent accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique fournis ou refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique notamment après mise en demeure dans le cadre du dispositif d'alerte prévue à l'article L.8222-6 du code du travail ;
- constat d'actes frauduleux dans l'exécution du présent accord-cadre ;
- interdiction, postérieurement à la signature du présent accord-cadre, d'exercer toute activité industrielle ou commerciale ;
- non-respect des stipulations contractuelles ;
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou non-respect des obligations contractuelles relatives aux sous-traitants ;
- non-communication des modifications survenues au cours de l'exécution du présent accord-cadre sont de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels.

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations.

La résiliation du présent accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

ARTICLE 22– Différends et litiges


Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent accord-cadre. En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent.

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 17 / 19
---	--	-----------------	-----------------

ARTICLE 23– Clause de réversibilité

En fin de marché et afin d'en assurer au mieux la continuité dans les meilleures dispositions (transfert des connaissances techniques et fonctionnelles), le titulaire s'engage à accepter la mise à disposition du personnel intérimaire ayant participé à l'exécution du marché par l'intermédiaire de l'entreprise de travail temporaire qui aura été retenue à l'issue du renouvellement du marché.

Cette clause s'applique si le titulaire n'est pas en mesure de proposer une nouvelle mission au personnel intérimaire, à la hauteur de ses qualifications, dans les deux semaines qui suivent la fin du marché.

 FranceAgriMer	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 18 / 19
--	--	-----------------	-----------------

Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, **ci-après désigné «FranceAgriMer»**

Et, d'autre part, le titulaire de l'accord-cadre, ci-après désigné «le sous-traitant» ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte de FranceAgriMer, ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte de FranceAgriMer.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte de FranceAgriMer, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par l'accord-cadre.

La finalité du traitement est de mettre des personnels intérimaires à la disposition de FranceAgriMer.

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 19 / 19
---	--	------------------------	------------------------

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement, l'adaptation, la modification, l'extraction, la transmission, la diffusion, la mise à disposition, le rapprochement, l'interconnexion.

Les principales catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom ; prénom ; numéros de téléphone, adresses de courriel et adresses postales (personnels et professionnels) ; CV ; compétences ; analyse de l'adéquation au poste proposé ; activités professionnelles et difficultés éventuelles rencontrées dans ce cadre, rémunérations, cotisations et indemnités correspondantes ; évaluation professionnelle ; temps de travail, présences, absences, motifs et justificatifs d'absences ; numéro de sécurité sociale et toute autre donnée relative aux employés qu'un employeur est autorisé à traiter.

Les catégories de personnes physiques concernées par tout ou partie de ces données sont : les intérimaires, les candidats intérimaires, les autres employés du titulaire et les agents de FranceAgriMer.

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis de

FranceAgriMer Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.

En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par FranceAgriMer, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.

Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

- traiter les données protégées conformément aux instructions de FranceAgriMer.

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement FranceAgriMer.

- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
 - reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 20 / 19
---	--	-----------------	-----------------

- à une obligation appropriée de confidentialité,
- traitent les données protégées seulement sur instruction de FranceAgriMer, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par FranceAgriMer, relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si FranceAgriMer lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après «sous-traitant ultérieur»), sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer. Le sous-traitant fournira à FranceAgriMer l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre à FranceAgriMer d'accepter ou de refuser cette sous-traitance. À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir à FranceAgriMer, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de FranceAgriMer. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider FranceAgriMer à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données de FranceAgriMer à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 21 / 19
---	--	-----------------	-----------------

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier à FranceAgriMer, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par FranceAgriMer. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à FranceAgriMer, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées à FranceAgriMer ou, le cas échéant, à l'organisme dont FranceAgriMer lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisissant le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à FranceAgriMer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de FranceAgriMer comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de FranceAgriMer,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation


Le sous-traitant met à la disposition de FranceAgriMer la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par FranceAgriMer ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 22 / 19
---	--	-----------------	-----------------

11. Obligations de FranceAgriMer vis-à-vis du sous-traitant

FranceAgriMer s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.

 FranceAgriMer	Prestation de mise à disposition de personnels intérimaires	Code Doc CCP	Page 23 / 19
--	--	------------------------	------------------------